

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES



Résultats Préliminaires

ENSA 2021 | Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire

Résumé exécutif | RCA - Février 2022

Message clé

- Les Résultats Préliminaires de ENSA 2021 indique une détérioration de la situation alimentaire et des moyens de subsistance des ménages par rapport à l'année passée.
- La prévalence des personnes en insécurité alimentaire passe désormais à 41% en 2021 contre 35% à la même période de l'année 2020.
- Au total 2 009 000 personnes sont insécurité alimentaire dont 245 000 personnes dans la forme "sévère" ou en insécurité alimentaire sévère.
- La persistance de l'insécurité alimentaire demeure une préoccupation majeure sur toute l'étendue du territoire centrafricain. Cependant, les personnes vulnérables sont le plus localisées dans le centre du pays. Toutefois, ENSA 2021 a révélé une amélioration localisée notamment dans la partie Ouest et le Sud-Est du pays suite aux efforts consentis par le Gouvernement et ses Partenaires/Donateurs courant 2021.
- Les ménages en insécurité alimentaire s'identifient par la mauvaise qualité de la consommation alimentaire (1 ménage sur 2) et le recours aux stratégies négatives pour garantir leurs besoins minimums alimentaires. En outre, la détérioration de la situation alimentaire et des moyens de subsistance se justifierait par (i) la mauvaise campagne agricole, (ii) la volatilité du contexte sécuritaire et conséquemment (iii) la baisse de performance des marchés d'approvisionnement pour une population déjà en proie de la hausse atypique de prix des denrées alimentaires.
- Aux regards de ce qui précède, les perspectives futures de la situation alimentaire et nutritionnelle présagent un lendemain incertain et une soudure précoce pour les populations notamment pour les couches vulnérables.



Contexte et Justification

Dotée de fortes potentialités économiques, la République Centrafricaine (RCA) souffre de carences structurelles profondes qui se sont aggravées avec les crises qui ont affecté le pays depuis 2013. Dans le dernier classement du développement humain, la RCA se situe au 188^{ième} rang sur 189 pays en 2019. L'indice de pauvreté multidimensionnelle OPHI 2019 (IPM) indique que 79,4% de la population de la RCA est pauvre (sur la base des données MICS 2010). La RCA est le pays avec l'espérance de vie à la naissance la plus faible au monde, estimée à 52,8 ans. Un enfant a une chance sur dix de ne pas survivre jusqu'à l'âge de 5 ans. Ces chiffres révèlent l'extrême pauvreté dans laquelle vit la plupart de la population, en particulier les habitants des zones rurales, les femmes et les personnes déplacées. En 2019, plus de la moitié des ménages (52%) gagnaient moins de 50.000 FCFA par mois (ou moins de 3 USD par jour), ils sont de 68% en 2020 (Banque Mondiale).

En outre, l'insécurité et les déplacements répétitifs de populations qui en résultent ont eu de graves répercussions sur les moyens de subsistance des ménages. En effet, l'activisme des groupes armés oblige certaines populations à quitter leur localité et abandonner tous leurs moyens de subsistance. Pour les populations qui sont restées sur place, elles sont obligées de réduire leur périmètre d'activité ce qui impacte négativement les opportunités de restaurer leurs moyens d'existence.

Par ailleurs, selon les résultats de l'IPC de septembre 2021, 2,1 millions personnes (43% de la population) seraient en insécurité alimentaire aiguë (IPC Phase 3 ou plus). Au cours de la période d'analyse projetée (avril à août 2022), qui correspond à la prochaine période de soudure caractérisée généralement par un épuisement des stocks alimentaires des ménages, 2,4 millions de personnes (49% de la population totale) devraient faire face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (IPC Phase 3 ou plus).

Face à la fragilité de ce contexte, une mise à jour de la situation alimentaire notamment sur l'évolution des moyens de subsistance (l'agriculture, la pêche, l'élevage, etc.) et des stratégies de survie des ménages, demeure indispensable pour une meilleure redéfinition/planification des interventions visant l'amélioration des conditions de vie et d'existence des groupes les plus vulnérables. Ce qui constituerait un outil clé pour le plaidoyer à la fois pour le Gouvernement, le PAM et les partenaires humanitaires autour du Cluster Sécurité Alimentaire. Ainsi, au regard de ce qui précède, l'« Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire (ENSA) » est mise en œuvre chaque année par le Gouvernement et ses Partenaires afin de cadrer et d'orienter l'action gouvernement et celle de ses partenaires à l'endroit des populations vulnérables.

Objectifs

L'objectif global de cette enquête est de procéder à une mise à jour des indicateurs clés de la sécurité alimentaire afin d'appréhender la situation courante des ménages en matière d'accès à la nourriture et son évolution au cours des 12 derniers mois. Ainsi, les résultats de cette enquête serviront de base pour la mise en place d'un système national de suivi de la sécurité alimentaire mais également pour le développement des stratégies de réponses pour les prochains mois et/ou les prochaines années.

Plus spécifiquement, il s'agissait d'apporter une réponse objective aux six questions suivantes :

- **Qui est en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité** : Cette question cherche à dresser le profil de ménages vulnérables et à appréhender la situation de leurs moyens de subsistance en vue d'un meilleur ciblage socioéconomique.
- **Combien de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité** : Ce qui permettra de quantifier leur nombre et d'estimer les besoins nécessaires en vue de faciliter la planification d'une assistance.
- **Où vivent ces personnes ?** : Ce qui permettra un meilleur ciblage géographique ainsi qu'une hiérarchisation des zones d'interventions tenant compte des priorités et des moyens disponibles.
- **Pourquoi sont-elles en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité** : Ce qui permettra de comprendre les facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire ou à la vulnérabilité et sur lesquelles il faudrait influencer pour espérer lutter efficacement contre ces problèmes.
- **Comment va vraisemblablement évoluer la situation dans les prochains mois et quels risques menacent ces personnes** : Il s'agira d'analyser les stratégies de survie adoptées par les ménages face aux chocs subis ainsi que les conséquences qui peuvent en découler ; de faire des prévisions et de se préparer aux éventuelles situations d'urgence spécifiques tenant compte de leur probabilité de réalisation.
- **Que peut-on faire pour améliorer leurs conditions de vie et renforcer leurs moyens de subsistance** : Ce qui permet d'appréhender les types d'interventions les plus appropriés à prendre en compte dans la définition de l'assistance qui pourrait leur être portée et de formuler, en conséquence, les recommandations idoines.

Méthodologie

A l'instar des années antérieures, l'enquête ENSA 2021 est une opération transversale et rétrospective à un volet où toutes les 78 sous-préfectures de la RCA ont été visitées. En effet, sur demande du Gouvernement de la RCA, le PAM et l'ICASEES (Institut Centrafricain de Statistique et d'Etudes Economiques et Sociales) ont coordonné la mise en œuvre technique et opérationnelle de cette enquête en collaboration avec les services compétents publics et les membres du cluster sécurité alimentaire.

L'ENSA a mis à contribution à la fois des données primaires tout comme des données secondaires pertinentes pour renforcer l'analyse et la compréhension de la situation alimentaire des ménages centrafricains. En effet, la collecte de données primaires a été menée concomitamment auprès des ménages et au niveau des villages ou quartiers à travers les approches ci-après :

- **Des entretiens en groupe de discussion** (focus group discussion) avec les leaders d'opinion, chefs traditionnels, responsables locaux et ONGs dans chaque village ou quartier échantillonné. Les thématiques y abordées sont en rapport avec la campagne agricole, la sécurité et les conditions socioéconomiques des ménages de manière générale.
- **Des entretiens individuels avec les chefs de ménages ou leurs représentants** afin de recueillir des informations sur les principaux aspects de la sécurité alimentaire du ménage (consommation, revenu, etc).

Au total 20 équipes de 4 enquêteurs ont été recrutés et formés par l'ICASEES et le PAM sur les Outils de collecte prétestés et programmés sur les smartphones. Ensuite, ces enquêteurs ont été déployés sur l'ensemble du territoire national pour toute la durée de la phase de « Collecte des données » étalée de Novembre à Décembre 2021.

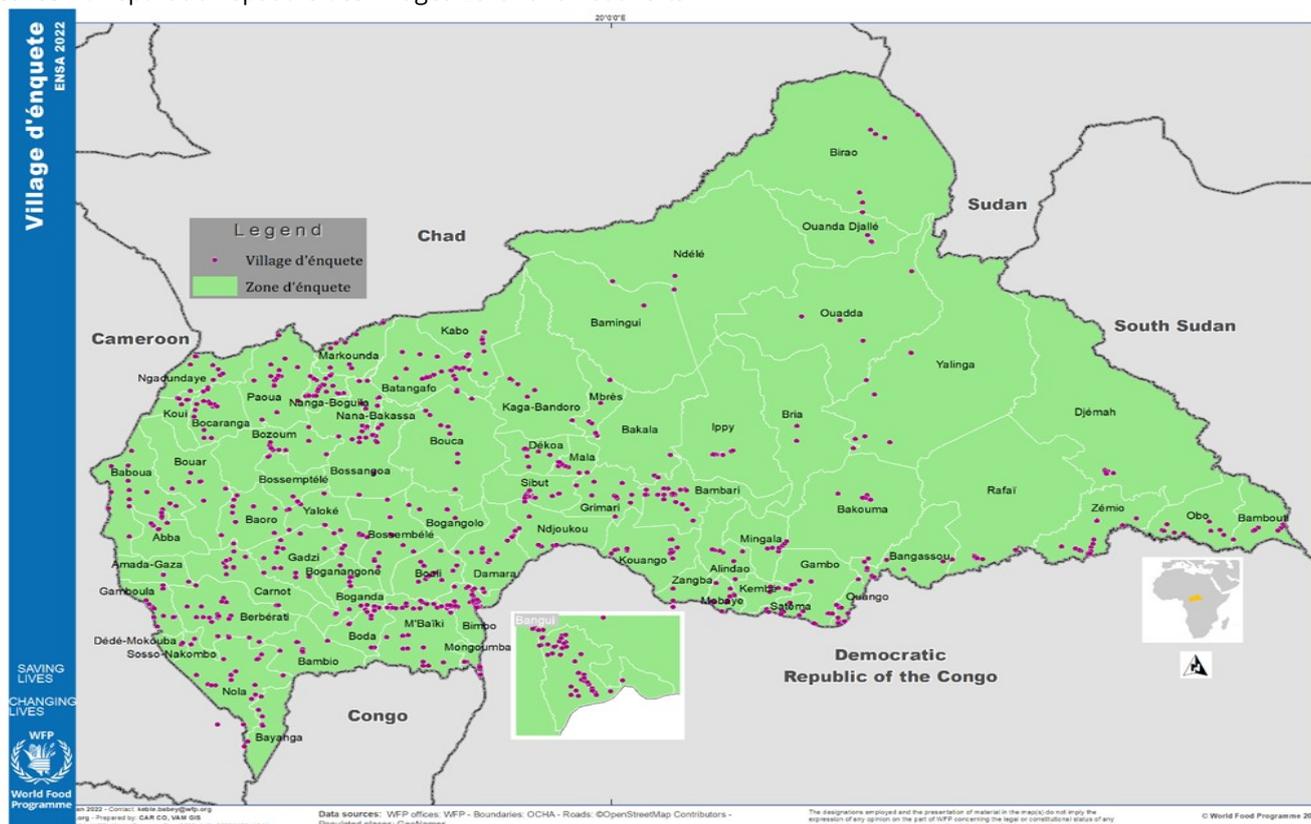
La taille de l'échantillon global (11 880 ménages) a été calculée de manière à ce que les résultats soient représentatifs au niveau sous-préfecture. A cet effet, un sondage à deux degrés a été mis en œuvre.

- **Au premier degré**, dans toutes les sous-préfectures, des quartiers/villages ont été tirés de façon aléatoire.
- **Au second degré**, dans chacun des quartiers/villages tirés, des ménages ont été sélectionnés par un tirage systématique à probabilité égale.

Pour ce faire, un dénombrement exhaustif des ménages de chaque quartier/village retenu au premier degré a préalablement été établie.

La base de sondage utilisée est la liste des quartiers et villages issue du recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-2003) de l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Études Économiques et Sociales (ICASEES), mise à jour grâce à la liste obtenue de la deuxième enquête sur la monographie des communes en août 2016.

Carte 1 : Répartition spatiale des villages Echantillon couverts



Principaux Résultats de l'Enquête

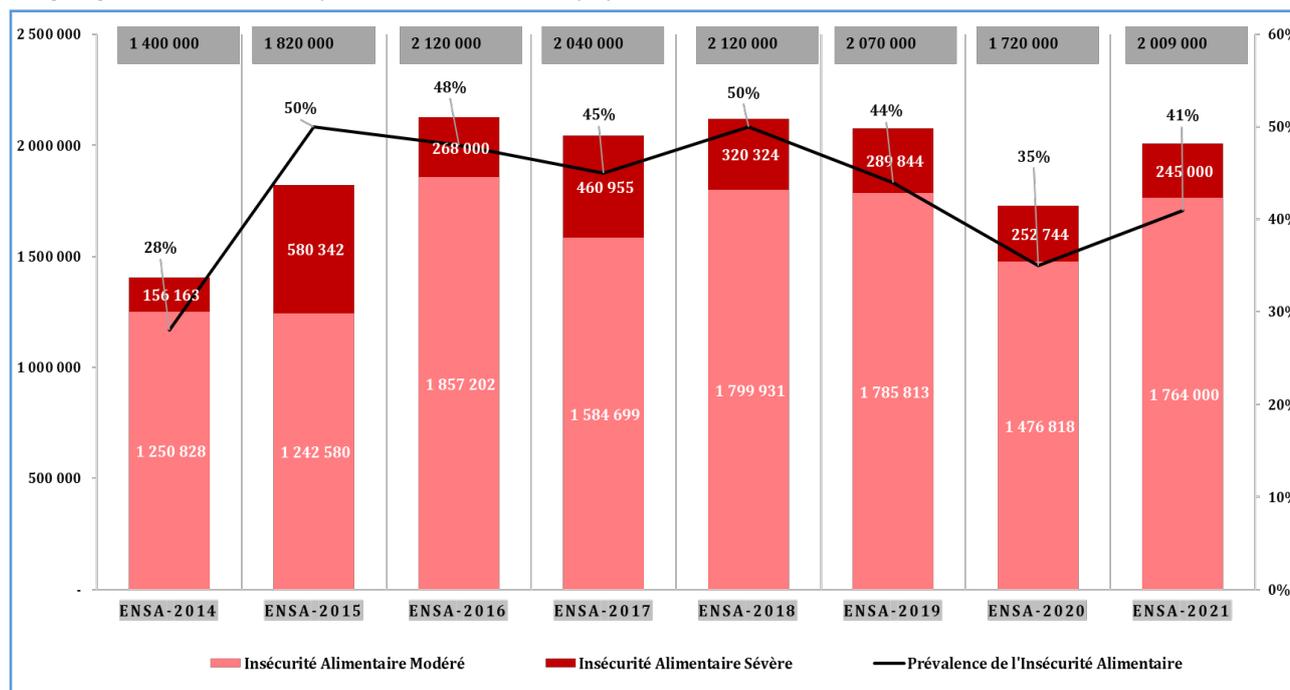
L'identification des personnes vulnérables s'appuie sur une approche dénommée CARI (Consolidated Approach to Reporting Indicators of Food Security).

Le CARI a pour produit final un tableau de compte-rendu de la sécurité alimentaire qui permet de présenter de manière combinée les indicateurs de la sécurité alimentaire de manière systématique et transparente, en utilisant les informations collectées habituellement auprès des ménages. Une classification explicite de ces derniers en quatre groupes (sécurité alimentaire, sécurité alimentaire limite, insécurité alimentaire modérée et insécurité alimentaire sévère) est au centre de cette approche. Cette classification fournit une estimation de l'insécurité alimentaire au sein de la population ciblée calculée au niveau national ou sous-national.

COMBIEN DE PERSONNES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE ?

Les résultats de l'enquête indiquent que **2 009 000 personnes** sont en insécurité alimentaire dont 245 000 personnes en insécurité alimentaire sévère. La prévalence des personnes en insécurité alimentaire passe désormais à **41% en 2021** contre 35% à la même période de l'année 2020. **Cette détérioration trouve principalement sa justification** dans la volatilité du contexte sécuritaire avec comme corollaires **(i)** les déplacements repetitifs des populations, **(ii)** l'éffritement des sources des moyens de subsistance, **(iii)** le developpement des stratégies négatives extrêmes et **(iv)** la mauvaise qualité de la consommation alimentaire. En outre, la production agricole qualifiée de mauvaise par la majorité des ménages enquêtés, conjuguée au dysfonctionnement localisé de la chaîne d'approvisionnement, rendraient très difficile l'accessibilité économique des ménages aux de base, notamment pour les couches vulnérables. Ce qui présagerait une soudure précoce et difficile pour les populations déjà en proie de la hausse de prix de produits de grande consommation.

Graphique 1 : Niveaux comparés des effectifs des populations en insécurité alimentaire de 2014 à 2021



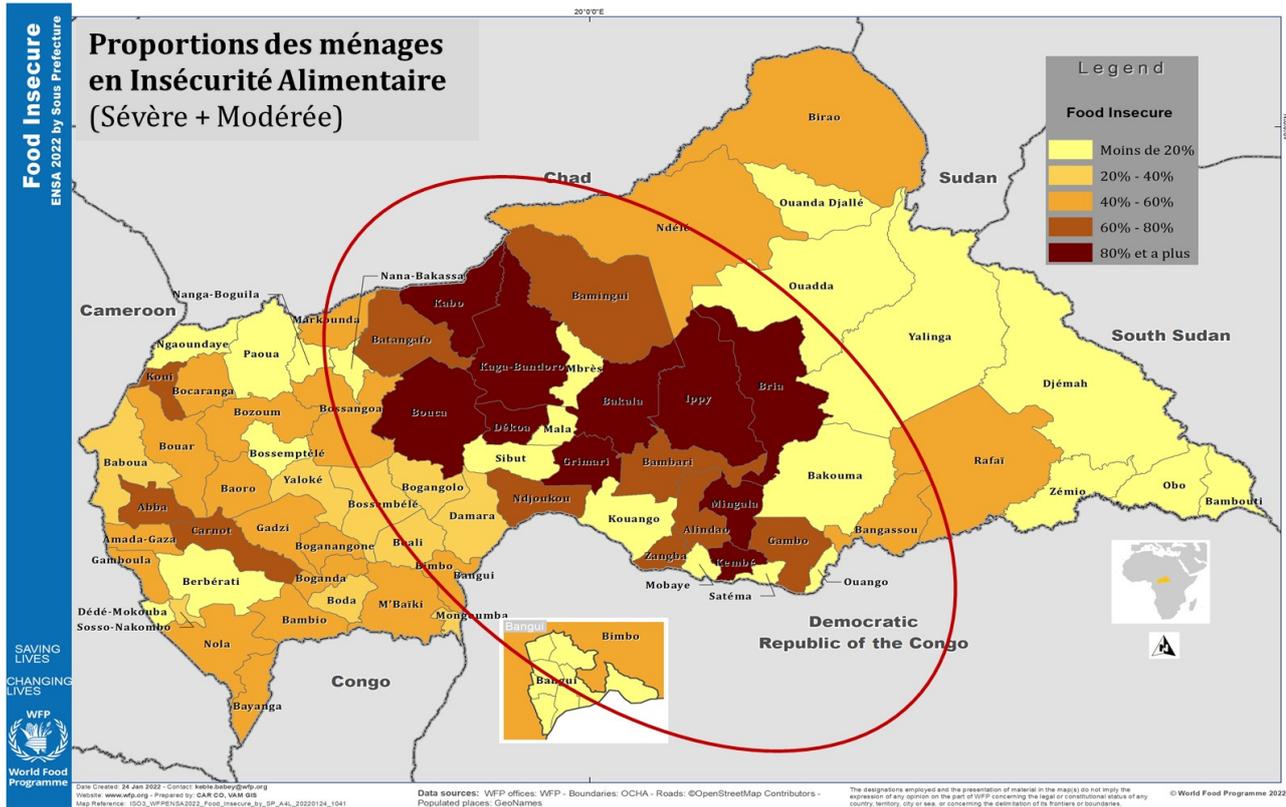
OU SONT LOCALISEES LES PERSONNES EN INSECURITE ALIMENTAIRE ?

Comme le montre le graphique ci-dessus, l'insécurité alimentaire demeure une préoccupation sur toute l'étendue du territoire depuis la crise de 2013. Cette année, le besoin semble être plus prononcé dans le centre du pays en raison de la dégradation de la situation sécuritaire et des conflits armés en cours dans cette zone. En effet, la prévalence des populations en insécurité alimentaire de la plupart des sous-préfectures situées dans le centre du pays, varie entre 60% à 80% et Plus.

Les sous-préfectures concernées sont principalement Kembé, Mingala, Bria, Ippy, Bakala, Grimari, Bouca, Dékoua, Kabo, Kaga-Bandoro, Bamingui, Alindao, Bambari, Zangba, Gambo, Ndjoukou, Batangafo, Markounda, etc.

La carte ci-dessous illustre la distribution des populations en insécurité alimentaire par sous-préfecture.

Carte 2 : Prévalence de l'insécurité alimentaire par sous-préfecture



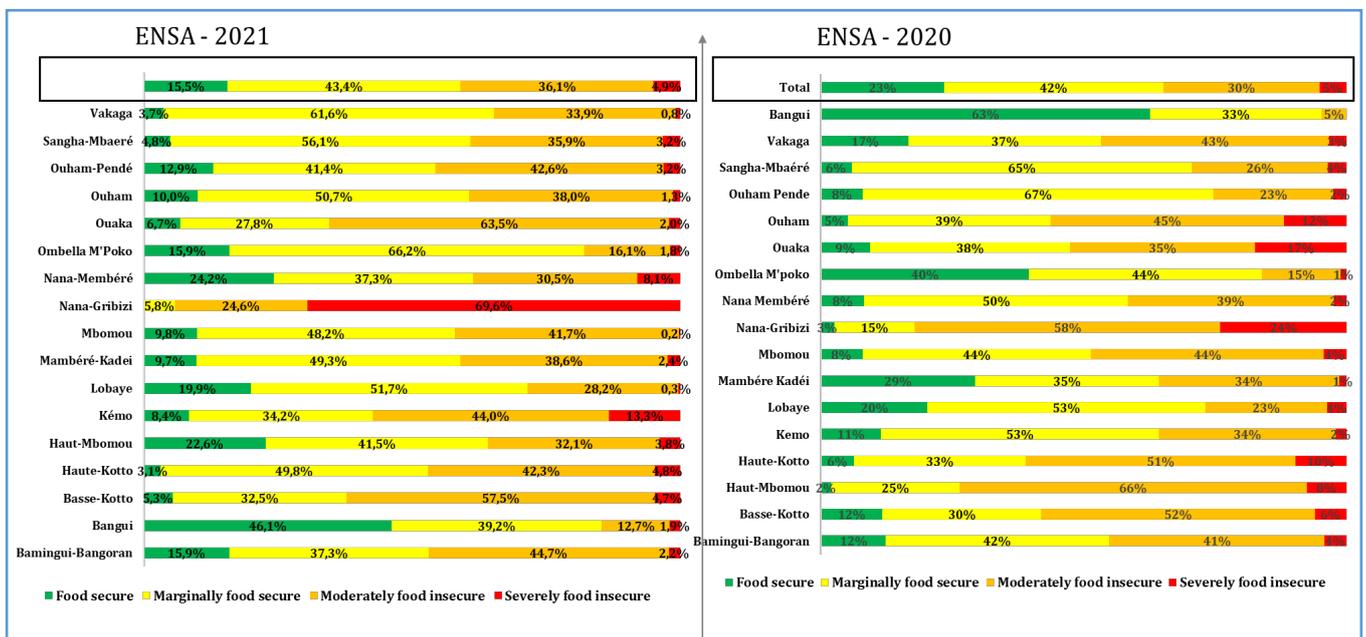
Toutefois, des très fortes disparités ont été relevées selon les préfectures et suivant l'intensité ou la sévérité de l'insécurité alimentaire. A titre illustratif, les fortes proportions de populations en insécurité alimentaire sont observées dans les préfectures de Nana-Gribizi (94%), Ouaka (66%), Basse-Kotto (62%), Kémo (57%), Haute-Kotto et Bamingui-Bangoran (47% chacune) et Ouham-Pendé (46%).

A l'inverse, les préfectures de Bangui (15%), Ombella M'Poko (18%) et Lobaye (28%) présentent les prévalences des populations en insécurité alimentaire les moins élevées du pays.

Par contre, en termes des proportions de populations en insécurité alimentaire sévère, ce sont plutôt les préfectures de Nana-Gribizi (70%), Kémo (13%) et Nana-Membéré (8%) qui sont les plus affectées.

Les graphiques ci-après donne une illustration de la répartition de proportions des populations en insécurité alimentaire suivant la classification "en sécurité, en sécurité marginale, en insécurité modérée et en insécurité sévère".

Graphiques 2 & 3 : Pévalences de l'insécurité alimentaire par préfecture et par classe de l'insécurité alimentaire

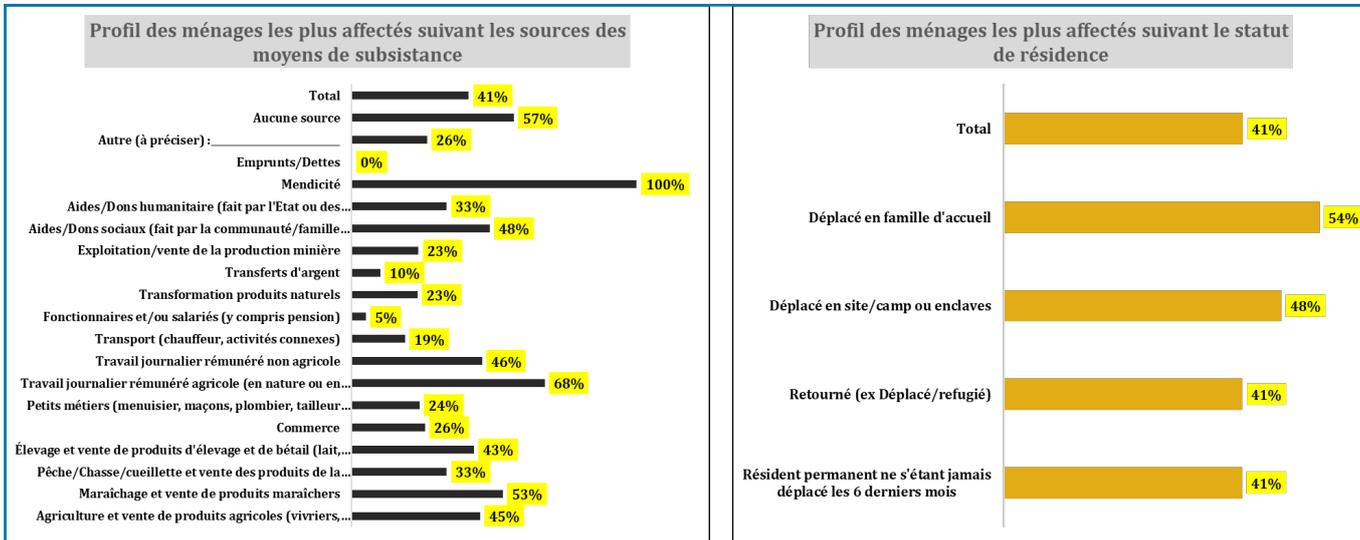


QUI SONT LES MENAGES LES PLUS AFFECTES PAR L'INSECURITE ALIMENTAIRE ?

Suivant les sources des moyens de subsistance, les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire, sont principalement ceux qui vivent de la mendicité (100% sont en insécurité alimentaire), les travailleurs journaliers (68%) et ceux qui n'ont aucune source de revenu (57%).

En outre, selon le statut de résidence, les ménages déplacés en famille d'accueil sont les plus affectés car 54% d'entre eux sont en insécurité alimentaire. Les 2 graphiques ci-contre illustrent cette analyse.

Graphiques 4 & 5 : Les profils les plus affectés par l'insécurité alimentaire (% des ménages en insécurité alimentaire)

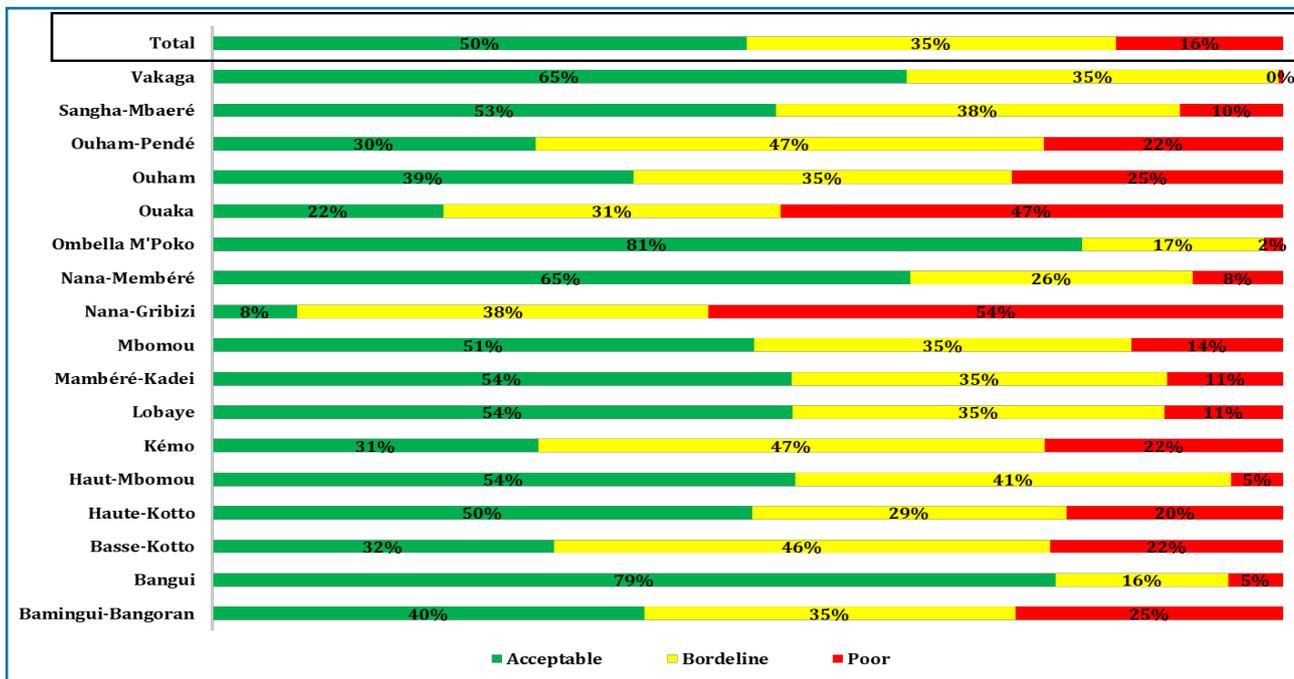


POURQUOI LES MENAGES SONT-ILS EN INSECURITE ALIMENTAIRE ?

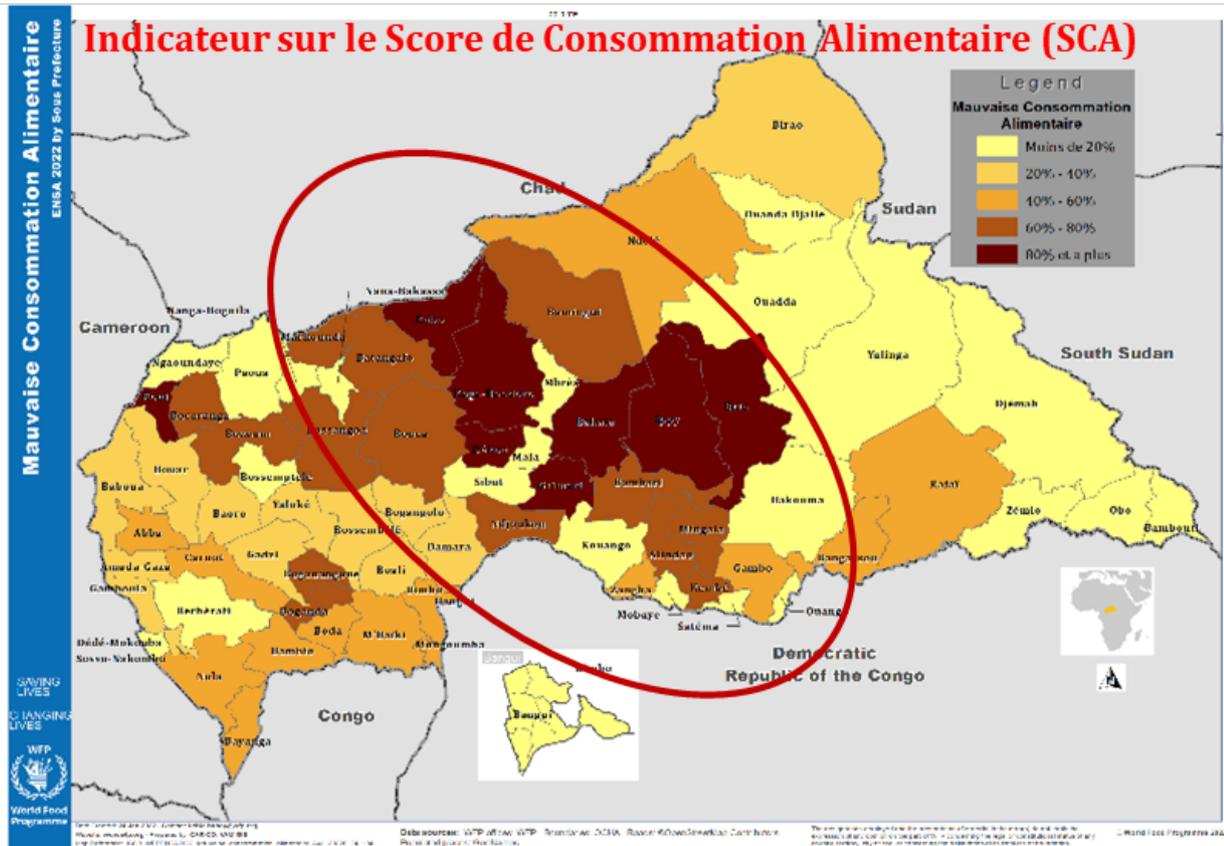
Les ménages en insécurité alimentaire s'identifient principalement par (i) la mauvaise qualité de la consommation alimentaire, (ii) le recours aux stratégies négatives de suivie alimentaire et (iii) le recours aux stratégies extrêmes basées sur les moyens de subsistance.

En effet, **1 ménage centrafricain sur 2 a une mauvaise qualité de consommation alimentaire** (pauvre et limite) et a développé soit **des stratégies basées sur les moyens de subsistance de crise, soit celles d'urgence pour pouvoir répondre à ses besoins minimums alimentaires**. Ces stratégies passent par la dépense de l'épargne, la vente des biens et actifs des ménages, le recours à l'emprunt, la vente des femelles reproductrices et la mendicité alimentaire. De même, **3 ménages sur 4 ont développé des stratégies de suivie alimentaire (stress et/ou crise et/ou urgence) pour garantir leurs besoins minimums alimentaires**. Ces stratégies sont relatives à la consommation des aliments moins préférés et moins chers, la réduction du nombre de repas et la réduction des quantités lors des répas.

Graphiques 6 : Qualité de la consommation des ménages à travers le Score de Consommation Alimentaire (SCA)

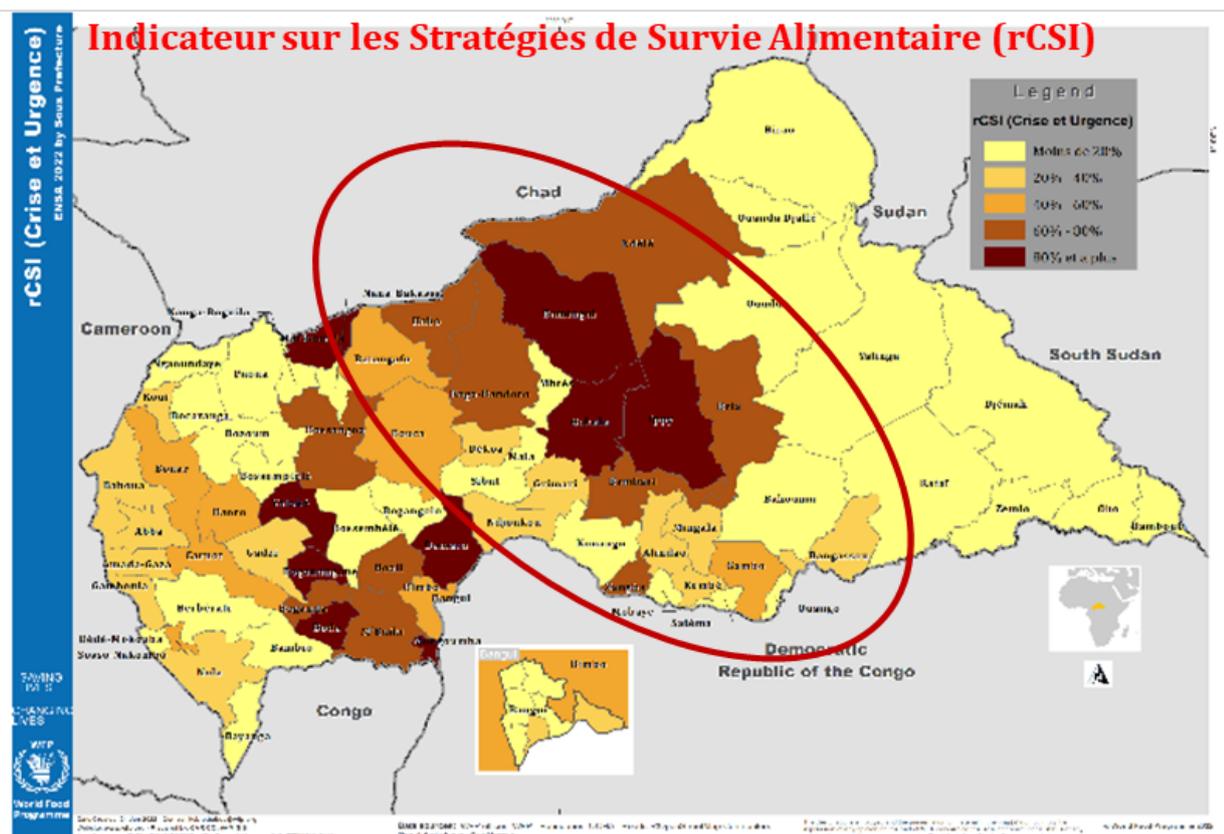


Carte 3 : Proportions des ménages ayant une mauvaise qualité de la consommation alimentaire par sous-préfectures



La situation de la consommation alimentaire semble être plus préoccupante dans les préfectures de Nana Gribizi, Ouaka, Ouham, Ouham-Pendé, Kémo, Bamingui-Bangoran, Basse-Kotto, Haute-Kotto, etc. En effet, dans la plupart des sous-préfectures y rattachant, les proportions des ménages ayant une mauvaise consommation alimentaire varient entre 60% à 80% et plus. Ce qui confirmerait par ailleurs la forte corrélation entre la mauvaise qualité de consommation et le recours aux stratégies négatives de survie alimentaire (voir la carte ci-dessous par rapport à celle qui la précède/SCA).

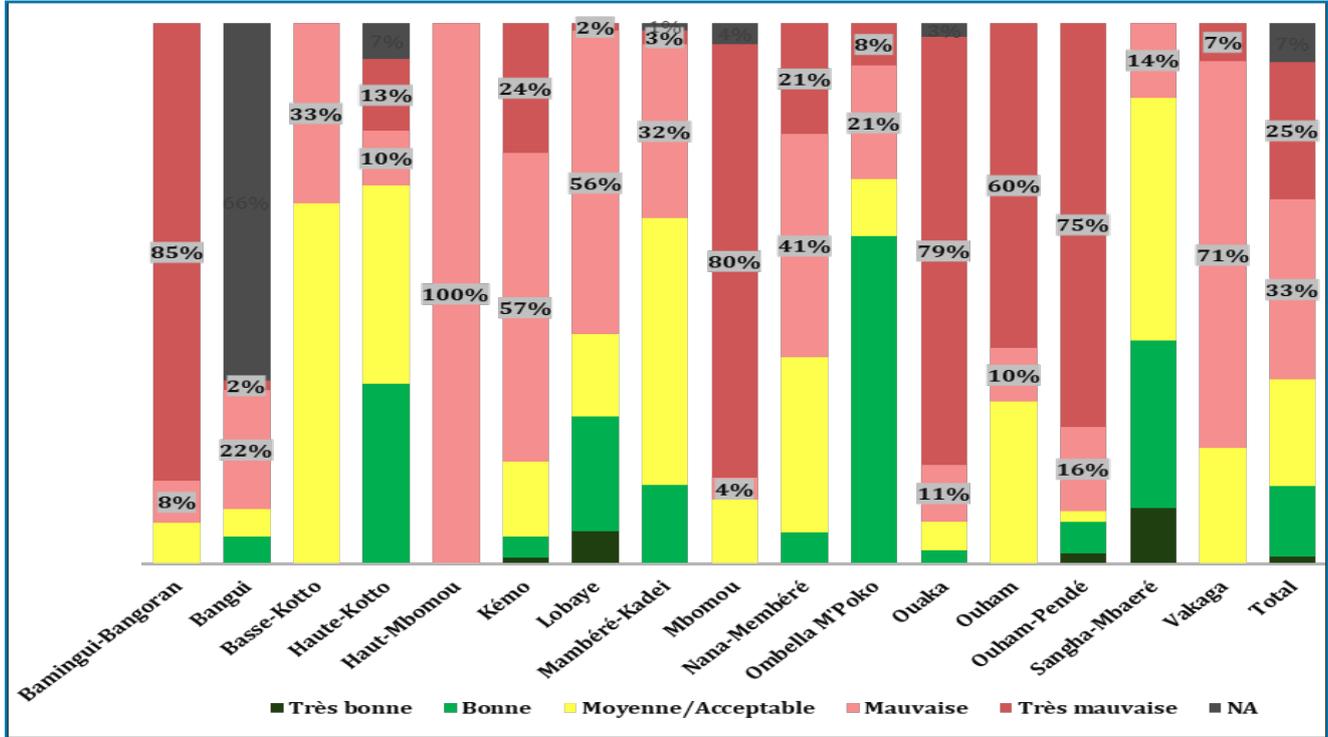
Carte 4 : Proportions des ménages ayant fait recours aux stratégies de survie alimentaire par sous-préfectures



En outre, l'insécurité alimentaire des ménages se justifieraient également par la mauvaise campagne agricole 2021 et par le très faible niveau de stock alimentaire ménager relevé au moment de l'enquête.

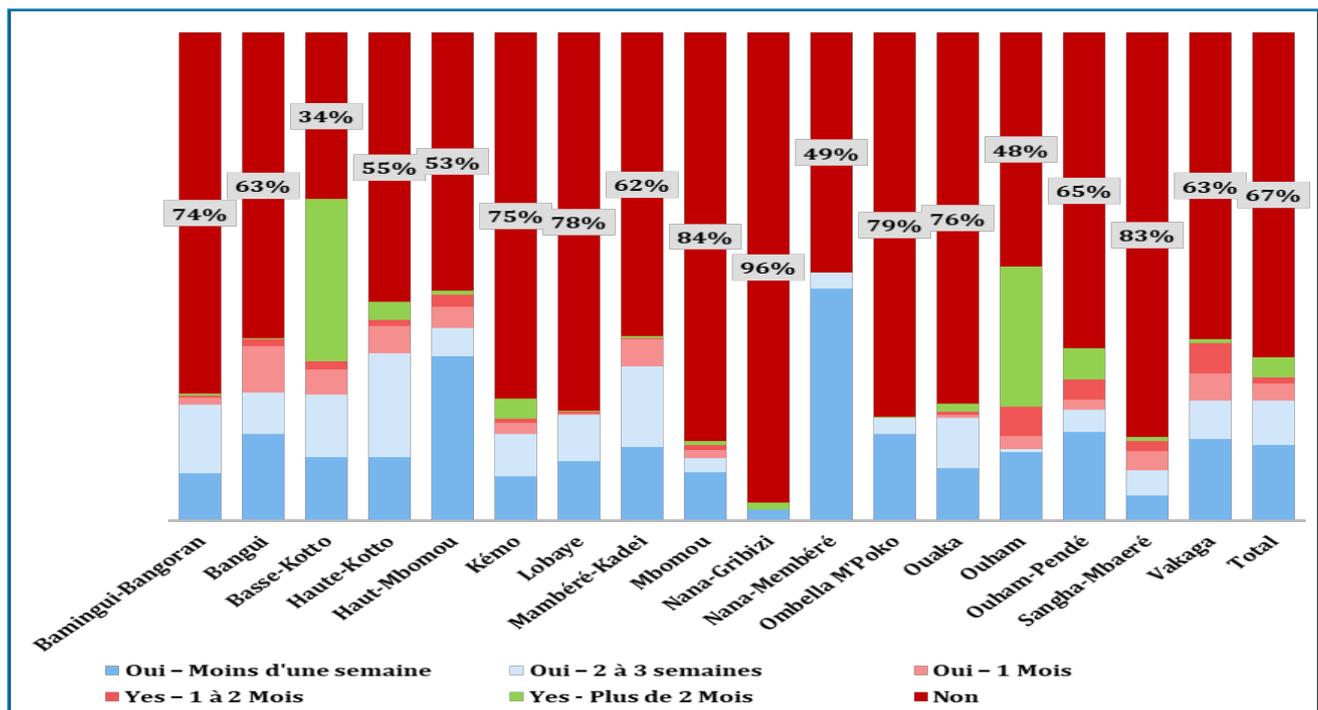
En effet, **la campagne agricole a été qualifiée de "mauvaise à très mauvaise" selon l'avis de la majorité des ménages enquêtés (58%)**. Les raisons évoquées par ces derniers sont principalement en lien avec l'insécurité (et ses corollaires sur le déplacement des populations et le problème d'accès aux terres agricoles), le manque des semences et le faible accès aux intrants agricoles appropriés.

Graphique 6 : Perceptions des ménages sur l'issue de la campagne Agricole 2021/2022



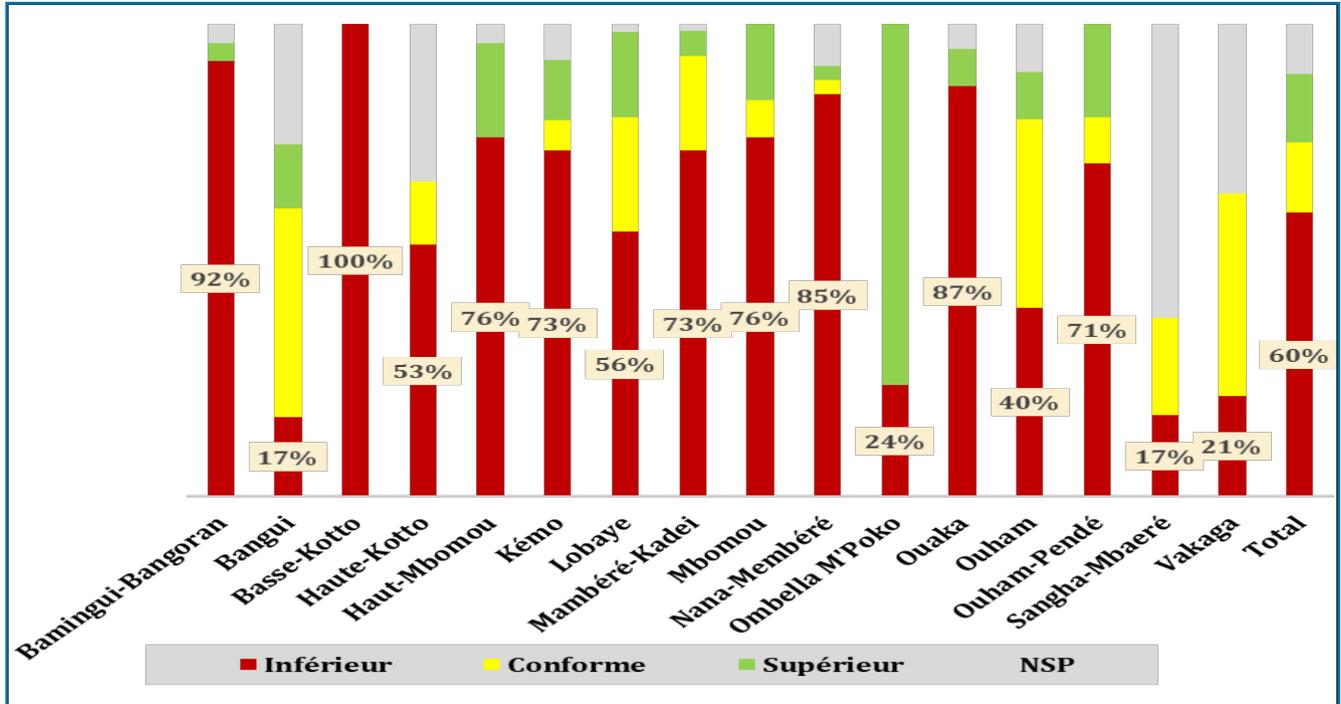
Un autre déterminant de l'insécurité alimentaire de ménages est la durée/disponibilité du stock alimentaire dans les ménages. Selon les résultats de l'ENSA 2021, **2 ménages centrafricains sur 3 (soit 67%) n'en disposent aucun stock alimentaire**. Ce qui contraindrait ces ménages à faire recours aux stratégies extrêmes afin de garantir leurs besoins minimums alimentaires. De même, la durée de stock des ménages est majoritairement de moins d'un mois même pour les ménages qui en disposaient au moment de passage des équipes d'enquêteurs.

Graphique 7 : Durée de stock alimentaire des ménages



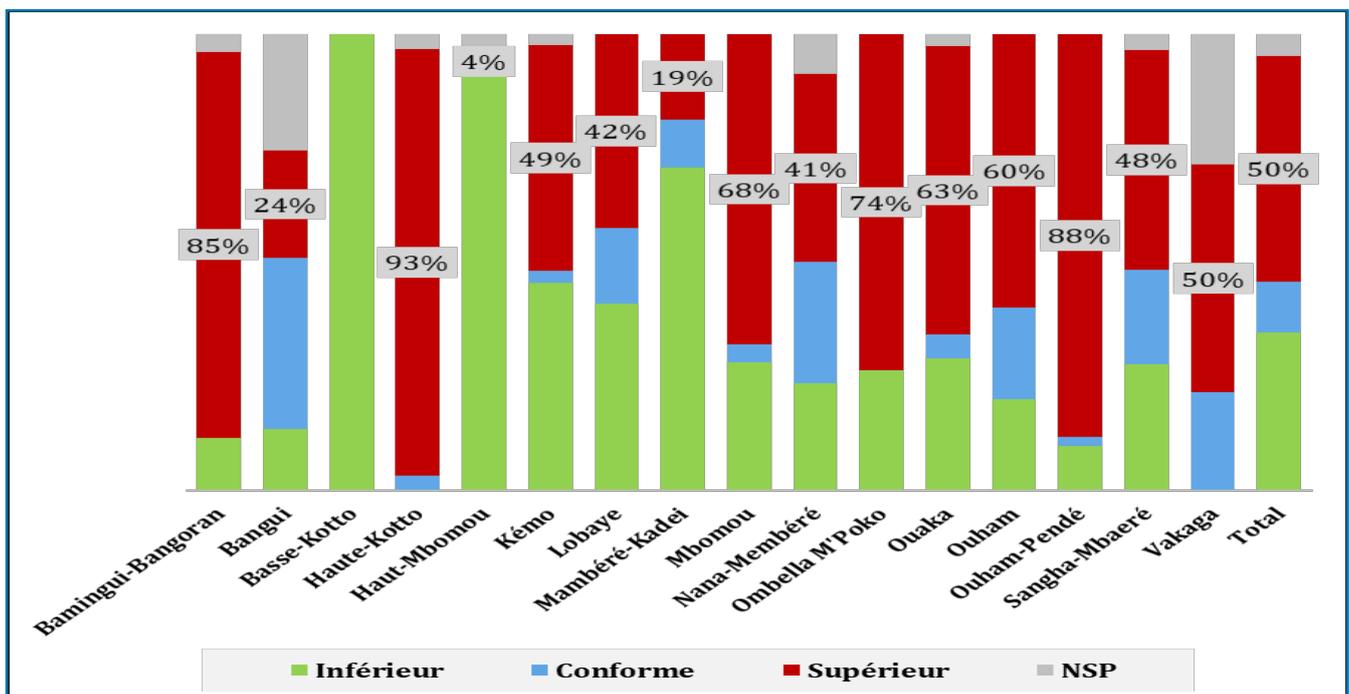
Par ailleurs, selon l’avis de la majorité des communautés enquêtées (60%), **l’état d’approvisionnement des marchés en denrées de base est mitigé et est inférieur à son niveau saisonnier**. Les raisons avancées par celles-ci sont principalement (i) la volatilité du contexte sécuritaire du pays, (ii) le dysfonctionnement localisé de la chaîne d’approvisionnement et (iii) la mauvaise production enregistrée cette année. Les préfectures les plus affectées par les difficultés d’approvisionnement sont dans la majorité celles enregistrant une mauvaise production agricole. Il s’agit entre autres de Bangui-Bangoran, de Basse-Kotto, de Mbomou, de Ouaka, Ouham-Pendé, de Ouham, de Haut-Mbomou, de Nana-Membéré et de Kémo.

Graphique 8 : Perceptions des communautés sur l’état d’approvisionnement des marchés



La mauvaise production agricole conjuguée aux difficultés d’approvisionnement semblent avoir de repercussions directes sur la tendance évolutive de prix des principales denrées alimentaires. De l’avis de la majorité des communautés enquêtées (50%), **les niveaux de prix des denrées de base seraient supérieurs au niveaux habituellement observés en période post-récolte**. Ce qui se traduirait par un problème d’accès économiques des ménages aux aliments de base notamment pour les couches vulnérables/pauvres.

Graphique 9 : Perceptions des communautés sur l’évolution de prix des denrées alimentaires

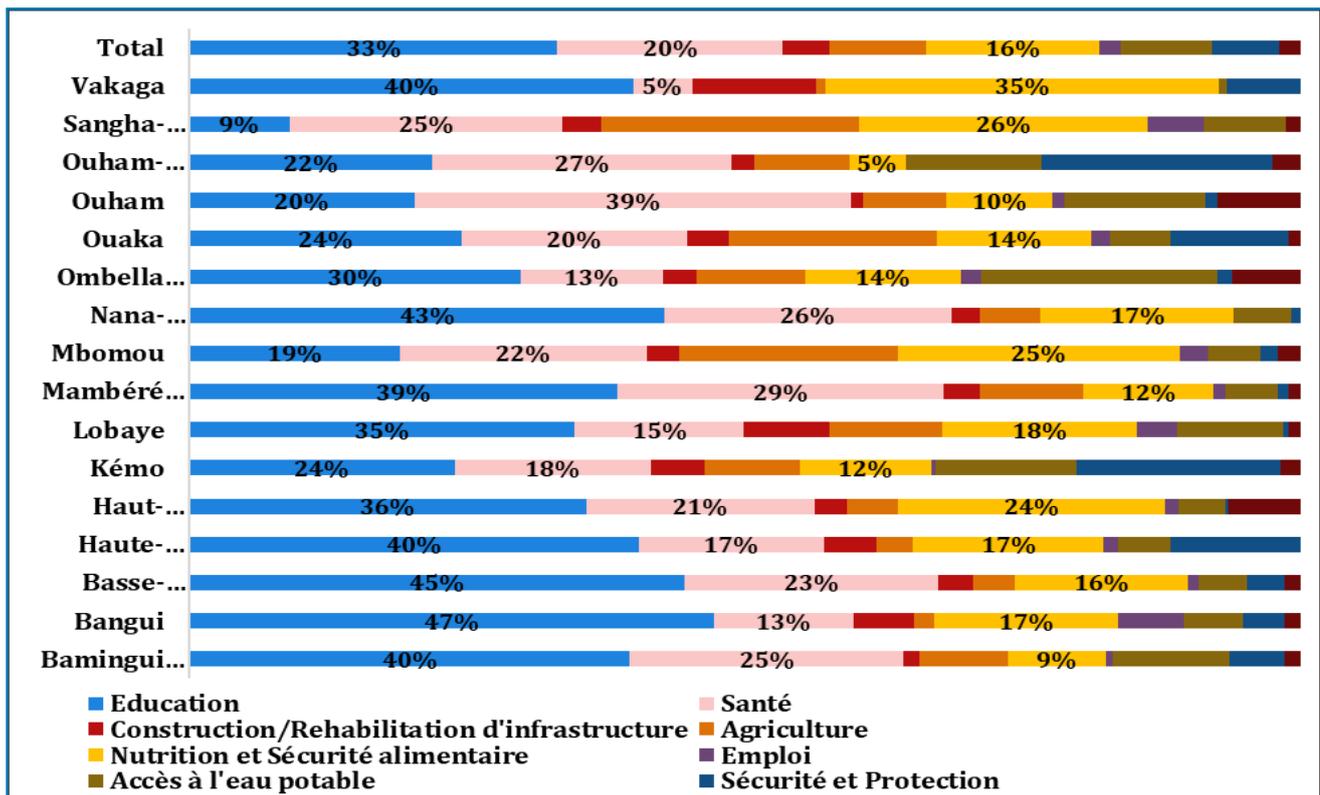
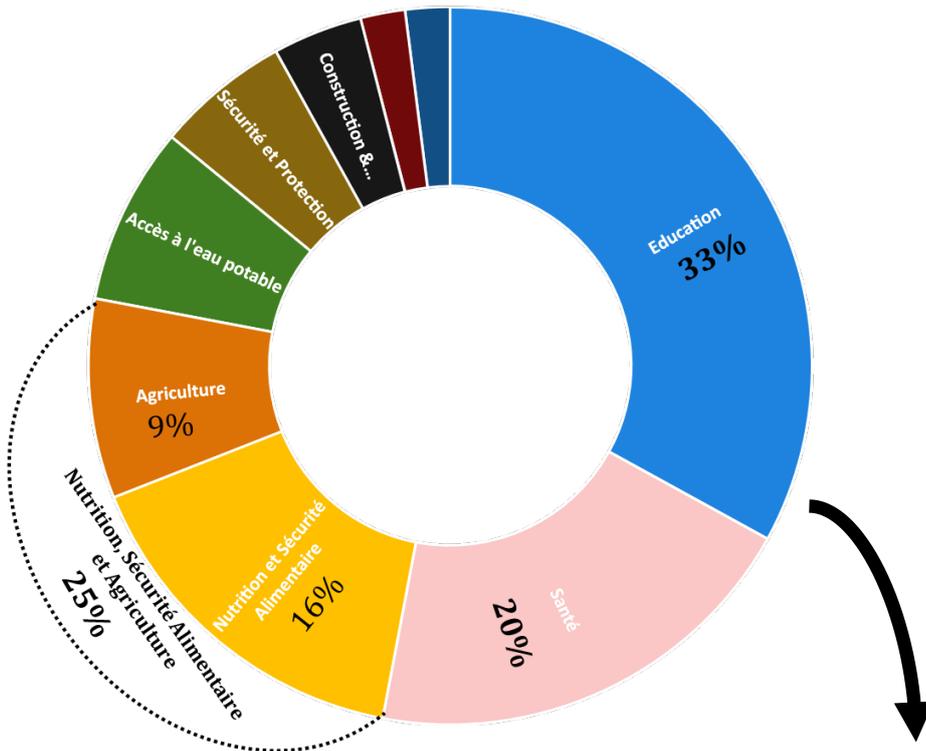


QUELS SONT LES BESOINS PRIORITAIRES DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE ?

Les besoins prioritaires affirmés par les ménages enquêtés sont (i) l'éducation, (ii) l'alimentation-Nutrition-Agriculture et (iii) la santé. Toutefois, les déclarations des ménages seraient potentiellement influencées par le contexte post-récolte de l'enquête coïncidant avec la période l'autoconsommation des ménages agricoles.

Toutefois, de très fortes disparités existent selon les préfectures. A titre illustratif, le priorité numéro 1 de besoins des ménages de Sangha-Mbaéré est l'alimentation-nutrition alors qu'au niveau de Ouham c'est plutôt la santé qui vient en première position. En outre, le niveau de priorités de besoins des ménages serait également lié au contexte sécuritaire avec comme corollaires (a) le déplacement des populations, (b) l'accès aux d'existence des ménages et (c) l'accès à l'assistance humanitaire ou toutes autres formes d'appui.

Graphique 10 : Besoins prioritaires des ménages enquêtés



CONCLUSIONS, IMPLICATIONS PROGRAMMATIQUES ET RECOMMANDATIONS

A la lumière des résultats analysés ci-haut, les principales conclusions de l'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (ENSA) au titre de l'année 2021, se résument aux points ci-dessous :

1. **Une détérioration de la situation alimentaire des ménages** à la faveur de (i) la mauvaise qualité de la consommation alimentaire et de (ii) la forte dégradation des sources des moyens de subsistance.
2. **Une augmentation de la prévalence de l'Insécurité Alimentaire qui est passée de 35% en 2020 à 41% en 2021.**
3. **Au total 2 009 000 personnes sont en insécurité alimentaire en 2021 contre 1 720 000 personnes à la même période de 2020.**
4. **Une mauvaise production agricole et un problème d'accès aux moyens d'existence et autres sources de revenu alternatif** (imputables au contexte sécuritaire, aux conflits armés en cours dans plusieurs localités du pays et aux contraintes d'accès aux mécanismes de financement des activités génératrices de revenu).
5. **Un état d'approvisionnement des marchés mitigé et un dysfonctionnement localisé** de la chaîne d'approvisionnement des ménages, des commerçants et des institutions.
6. **Des niveaux de prix des denrées alimentaires jugés supérieurs aux niveaux saisonniers**, traduisant ainsi une préoccupation majeure pour l'accessibilité économique des couches vulnérables notamment pendant la période de soudure.
7. **Des perspectives difficiles et incertaines présageant une soudure à la fois précoce et difficile** pour la sécurité alimentaire des ménages en général et particulièrement pour les couches les plus vulnérables.

Au regard de la persistance de l'insécurité alimentaire depuis la crise de 2013/2014, l'analyse des données de l'ENSA 2021 recommande sur le plan stratégique et/ou programmatique, les actions ci-après :

1. **Favoriser la Synergie dans le suivi et notamment dans l'Alerte Précoce.** Mettre en place un dispositif des Sites Sentinelles à la lumière des Résultats de ENSA 2021 et ceux du prochain cycle de l'IPC de mars-avril 2022. // PAM, ICASEES, Cluster Sécurité Alimentaire, Clusters Nutrition et Protection
2. **Renforcer et mettre à l'échelle l'intégration programmation et la multisectorialité** dans le cadre des solutions durables, la Résilience et la Protection Sociale.
3. **Prioriser partout où c'est possible la modalité Cash afin de stimuler potentiellement la productivité et l'économie locale.** //Groupe Technique Cash, PAM, Cluster Sécurité Alimentaire
4. **Renforcer les Programmes de développement du Système des Marchés et des chaînes de valeur** en relation avec le CBT, les Achats locaux, le système alimentaire, etc.. //PAM, FAO, Groupe Technique Cash, Groupe Solutions Durables, Ministères Techniques
5. **Renforcer la Synergie dans le suivi rapproché de prix et des marchés** en lien avec l'évolution du contexte et la mise en œuvre des Programmes Humanitaires. // PAM, ICASEES, Cluster Sécurité Alimentaire, Clusters Nutrition et Protection
6. **Renforcer la coordination de toutes les activités de suivi rapproché des programmes d'assistance** par le biais de "renforcement de capacités" des staff-terrain des sous-bureaux et des partenaires de mise en œuvre. // PAM, ICASEES, Cluster Sécurité Alimentaire, Clusters Nutrition et Protection

QUELQUES ANNEXES

Tableau croisé Nom de la préfecture * Food consumption Group - CARI

% dans Nom de la préfecture

		Food consumption Group - CARI			Total
		Acceptable	Bordeline	Poor	
Nom de la préfecture	Bamingui-Bangoran	40,4%	34,6%	25,0%	100,0%
	Bangui	78,8%	16,1%	5,1%	100,0%
	Basse-Kotto	31,9%	46,3%	21,8%	100,0%
	Haute-Kotto	50,4%	29,4%	20,2%	100,0%
	Haut-Mbomou	54,5%	40,7%	4,8%	100,0%
	Kémo	30,5%	47,2%	22,3%	100,0%
	Lobaye	54,2%	34,7%	11,1%	100,0%
	Mambéré-Kadei	54,1%	35,1%	10,8%	100,0%
	Mbomou	50,6%	35,3%	14,1%	100,0%
	Nana-Gribizi	8,0%	38,4%	53,6%	100,0%
	Nana-Membéré	65,2%	26,4%	8,4%	100,0%
	Ombella M'Poko	81,3%	16,9%	1,8%	100,0%
	Ouaka	21,6%	31,4%	46,9%	100,0%
	Ouham	39,3%	35,3%	25,3%	100,0%
	Ouham-Pendé	30,2%	47,5%	22,3%	100,0%
	Sangha-Mbaéré	52,6%	37,7%	9,7%	100,0%
	Vakaga	64,9%	34,7%	0,4%	100,0%
Total		49,9%	34,5%	15,6%	100,0%

Tableau croisé Nom de la préfecture * summary of asset depletion

% dans Nom de la préfecture

		summary of asset depletion				Total
		HH not adopting coping strategies	Stress coping strategies	crisis coping strategies	emergencies coping strategies	
Nom de la préfecture	Bamingui-Bangoran	52,2%	6,5%	20,9%	20,4%	100,0%
	Bangui	57,6%	20,1%	14,9%	7,4%	100,0%
	Basse-Kotto	38,1%	10,7%	43,3%	8,0%	100,0%
	Haute-Kotto	37,3%	17,9%	29,0%	15,8%	100,0%
	Haut-Mbomou	24,2%	29,0%	39,7%	7,1%	100,0%
	Kémo	30,6%	8,2%	42,0%	19,3%	100,0%
	Lobaye	59,6%	11,8%	10,0%	18,6%	100,0%
	Mambéré-Kadei	18,1%	29,1%	32,8%	20,0%	100,0%
	Mbomou	23,0%	12,9%	63,1%	1,0%	100,0%
	Nana-Gribizi	3,6%	11,6%	29,0%	55,8%	100,0%
	Nana-Membéré	17,4%	31,5%	15,7%	35,4%	100,0%
	Ombella M'Poko	22,1%	8,7%	45,2%	24,1%	100,0%
	Ouaka	52,0%	8,0%	28,8%	11,2%	100,0%
	Ouham	66,0%	4,7%	6,7%	22,7%	100,0%
	Ouham-Pendé	50,9%	13,0%	14,3%	21,8%	100,0%
	Sangha-Mbaéré	37,5%	27,1%	26,7%	8,7%	100,0%
	Vakaga	31,0%	5,3%	60,0%	3,7%	100,0%
Total		38,0%	15,8%	29,7%	16,6%	100,0%

QUELQUES ANNEXES

Tableau croisé Nom de la préfecture * food expenditure share categories

% dans Nom de la préfecture

		food expenditure share categories				
		<=50%	50% - 65%	65% - 75%	>= 75%	Total
Nom de la préfecture	Bamingui-Bangoran	48,8%	27,4%	13,0%	10,8%	100,0%
	Bangui	57,3%	23,7%	9,1%	9,9%	100,0%
	Basse-Kotto	24,5%	15,9%	14,0%	45,7%	100,0%
	Haute-Kotto	20,7%	15,0%	20,7%	43,6%	100,0%
	Haut-Mbomou	40,7%	25,4%	13,7%	20,1%	100,0%
	Kémo	49,2%	14,1%	10,8%	25,8%	100,0%
	Lobaye	53,7%	21,9%	11,2%	13,2%	100,0%
	Mambéré-Kadei	33,5%	30,4%	20,5%	15,6%	100,0%
	Mbomou	36,7%	31,7%	17,0%	14,6%	100,0%
	Nana-Membéré	55,4%	18,9%	5,4%	20,2%	100,0%
	Ombella M'Poko	38,6%	40,3%	13,7%	7,4%	100,0%
	Ouaka	65,6%	18,4%	7,2%	8,8%	100,0%
	Ouham	58,0%	24,0%	4,7%	13,3%	100,0%
	Ouham-Pendé	68,9%	20,2%	6,3%	4,7%	100,0%
	Sangha-Mbaéré	25,7%	24,4%	14,5%	35,4%	100,0%
	Vakaga	5,3%	20,8%	26,1%	47,8%	100,0%
Total		44,8%	22,8%	12,7%	19,6%	100,0%

Tableau croisé Nom de la préfecture * HH Hunger IPC seuil

% dans Nom de la préfecture

		HH Hunger IPC seuil					
		HHS IPC Phase 1	HHS IPC Phase 2	HHS IPC Phase 3	HHS IPC Phase 4	HHS IPC Phase 5	Total
Nom de la préfecture	Bamingui-Bangoran	14,4%	4,3%	64,2%	2,2%	14,9%	100,0%
	Bangui	34,0%	9,3%	52,5%	2,0%	2,2%	100,0%
	Basse-Kotto	22,9%	5,9%	66,8%	3,7%	0,8%	100,0%
	Haute-Kotto	6,7%	8,8%	80,4%	1,7%	2,5%	100,0%
	Haut-Mbomou	6,4%	8,4%	78,1%	3,3%	3,8%	100,0%
	Kémo	23,5%	6,2%	57,8%	7,4%	5,1%	100,0%
	Lobaye	13,0%	24,1%	48,9%	6,2%	7,9%	100,0%
	Mambéré-Kadei	39,7%	18,6%	40,0%	1,5%	0,2%	100,0%
	Mbomou	43,4%	8,4%	48,2%			100,0%
	Nana-Gribizi	1,4%	2,2%	89,9%	6,5%		100,0%
	Nana-Membéré	1,9%	5,6%	80,7%	9,4%	2,4%	100,0%
	Ombella M'Poko	23,8%	15,0%	58,0%	2,2%	1,0%	100,0%
	Ouaka	25,7%	11,8%	48,6%	2,7%	11,2%	100,0%
	Ouham	59,3%	3,3%	37,3%			100,0%
	Ouham-Pendé	54,0%	3,9%	41,4%	0,5%	0,1%	100,0%
	Sangha-Mbaéré	38,9%	25,7%	32,4%	1,8%	1,1%	100,0%
	Vakaga	12,7%	8,6%	78,0%	0,4%	0,4%	100,0%
Total		26,2%	11,2%	55,8%	3,4%	3,3%	100,0%

QUELQUES ANNEXES

Tableau croisé Nom de la préfecture * Food security Classification (CARI)

% dans Nom de la préfecture

Nom de la préfecture		Food security Classification (CARI)				Total
		Food secure	Marginally food secure	Moderately food insecure	Severely food insecure	
Bamingui-Bangoran		15,9%	37,3%	44,7%	2,2%	100,0%
Bangui		46,1%	39,2%	12,7%	1,9%	100,0%
Basse-Kotto		5,3%	32,5%	57,5%	4,7%	100,0%
Haute-Kotto		3,1%	49,8%	42,3%	4,8%	100,0%
Haut-Mbomou		22,6%	41,5%	32,1%	3,8%	100,0%
Kémo		8,4%	34,2%	44,0%	13,3%	100,0%
Lobaye		19,9%	51,7%	28,2%	0,3%	100,0%
Mambéré-Kadei		9,7%	49,3%	38,6%	2,4%	100,0%
Mbomou		9,8%	48,2%	41,7%	0,2%	100,0%
Nana-Gribizi			5,8%	24,6%	69,6%	100,0%
Nana-Membéré		24,2%	37,3%	30,5%	8,1%	100,0%
Ombella M'Poko		15,9%	66,2%	16,1%	1,8%	100,0%
Ouaka		6,7%	27,8%	63,5%	2,0%	100,0%
Ouham		10,0%	50,7%	38,0%	1,3%	100,0%
Ouham-Pendé		12,9%	41,4%	42,6%	3,2%	100,0%
Sangha-Mbaéré		4,8%	56,1%	35,9%	3,2%	100,0%
Vakaga		3,7%	61,6%	33,9%	0,8%	100,0%
Total		15,5%	43,4%	36,1%	4,9%	100,0%



Photo : Village de Bayo Janvier 2022 /Crédit : WFP Area Office de Bambari

Pour plus d'information, bien vouloir contacter les personnes ci-après :

ICASEES

Mr Bienvenu Ali, Directeur Général de l'ICASEES

E-mail : blaisebienvenu@gmail.com ou contact@icasees.org

Téléphone : 72 05 25 93

PAM

Mr Peter SCHALLER, Représentant et Directeur Pays du PAM en RCA

E-mail : peter.schaller@wfp.org

Téléphone : 21 61 34 21

CLUSTER SECURITE ALIMENTAIRE

Mme Valériane NDENA, Coordinatrice Sécurité Alimentaire en RCA

E-mail : valeriane.ndena@wfp.org

Téléphone : 72 41 62 31